



En hausse Areva

L'agence de notation Standard & Poor's a maintenu, vendredi 15 avril, la note d'Areva à BBB+, alors qu'elle envisageait de l'abaisser après l'augmentation de capital du groupe nucléaire français.



En baisse Dexia et KBC

La ville belge de Gand a décidé de retirer près de 30 millions d'euros de ses comptes dans les banques Dexia et KBC, pour protester contre les bonus « octroyés aux patrons ».

450

millions d'euros : c'est le montant que s'appête à verser l'opérateur espagnol Telefonica à ses 1 900 dirigeants, sous forme d'actions au titre d'un « plan d'intéressement » aux résultats. Le groupe a annoncé, jeudi 14 avril, une réduction de 20 % de ses employés en Espagne.

La Grèce contrainte d'ajouter de la rigueur à la rigueur

Face au spectre d'une restructuration de sa dette, Athènes lance un nouveau plan d'austérité et de privatisations

Athènes
Correspondance

Après un an de rigueur, quatre ans de rigueur. Le premier ministre grec, le socialiste Georges Papandréou, a engagé, vendredi 15 avril, l'acte II de la tragédie qui secoue son pays depuis qu'il a évité la faillite grâce à un prêt de 110 milliards d'euros de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI), en mai 2010.

M. Papandréou a présenté, lors d'un conseil des ministres retransmis en direct sur une chaîne publique, les grandes lignes d'un nouveau plan de rigueur pour économiser 26 milliards d'euros d'ici à 2015 : 23 milliards dans le cadre d'un plan de programmation budgétaire 2012-2015 – le premier réalisé en Grèce –, auxquels s'ajoutent 3 milliards d'économies supplémentaires en 2011, car Athènes a révisé ses prévisions budgétaires.

Le déficit 2010 devrait être supérieur à 10 % du produit intérieur brut (PIB), contre 9,4 % prévus. Le premier ministre souhaite le ramener de 15,5 % du PIB en 2009 à 1 % en 2015. Ce plan draconien est destiné à convaincre les marchés – qui n'y croient guère – que le pays peut s'en sortir « non pas en restructurant la dette, mais en restructurant le pays ».

Une affirmation relayée par le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, qui a affirmé, vendredi, que les « rumeurs » sur une restructuration de la dette de la Grèce étaient « totalement infondées ». Le 16 avril, le *Financial Times* indiquait toutefois que Berlin commençait à travailler sur un tel scénario.

Si M. Papandréou est resté vague dans sa présentation, les mesures ont été détaillées par le

DETTE PUBLIQUE DE LA GRÈCE en % du PIB



ministère des finances, qui a aussi présenté un plan de privatisations dont l'objectif est de recueillir environ 15 milliards d'euros en trois ans. Ces plans sont demandés par l'UE et le FMI qui en contrôlent l'application. La dette de la Grèce représente plus de 150 % de son PIB.

Réduction des salaires

Après avoir, en 2010, baissé les salaires, reculé l'âge de la retraite (et gelé les pensions), augmenté la TVA, Athènes passe à une deuxième étape de réduction des dépenses. Il continue à réduire les salaires et prévoit l'allongement de la durée de travail des fonctionnaires de 37,5 à 40 heures par semaine (les administrations et les banques ferment à 14 heures, l'Acropole et les sites touristiques à 15 heures plus de la moitié de l'année). Des écoles, des casernes, des stations de police, des hôpitaux vont fermer.

Le gouvernement s'attaque ainsi à son cœur de cible électoral, alors que les députés du Pasok, le parti au pouvoir, voire certains ministres sont nombreux à remettre en question la politique de



Un manifestant devant le Parlement, Athènes, mercredi 13 avril. YIORGOS KARAHALIS/REUTERS

rigueur. L'inefficacité de l'administration grecque pléthorique est légendaire. Pour faire brancher l'électricité, par exemple, il faut passer une matinée à la compagnie d'électricité, voir six personnes différentes. Et attendre une bonne semaine pour que la lumière soit.

Mais l'administration et les entreprises publiques ont été utilisées par tous les partis comme un instrument du clientélisme : « Votez pour moi, je ferai embaucher vos amis et votre famille ! » Des promesses tenues sur ce point.

Avec son plan de privatisations, Athènes touche donc à un autre tabou. Il est prêt à privatiser, l'eau, le gaz, l'électricité, la poste, les chemins de fer, la loterie, pour desser-

rer l'étau de la dette. Des ports, des aéroports, des marinas et d'autres lieux à potentiel touristique, comme l'ancien aéroport d'Athènes, en bord de mer, vont être placés sous concessions privées, l'Etat restant propriétaire des terres.

Le gouvernement va enfin recenser les biens immobiliers et les terrains qu'il possède – une opération qui n'a jamais été faite, dans un pays où le cadastre est balbutiant – pour y permettre des investissements. L'Etat compte sur ce volet

immobilier pour arriver aux 50 milliards d'euros de privatisation d'ici à 2015 demandés par l'UE en échange d'un abaissement du taux et d'un allongement de la durée du prêt consenti en 2010.

« Ce n'est pas un plan très ambitieux, juge Angelos Tsakanikas, de l'Institut pour la recherche économique et industrielle. Il faut voir comment les marchés vont réagir, et quels prix seront prêts à mettre les investisseurs en période de crise dans les privatisations. C'est assurément un moyen de créer de la croissance et des emplois. »

En janvier, le taux de chômage a dépassé les 15%. « Les regroupements d'écoles, d'hôpitaux, de casernes vont dans le bon sens, poursuit M. Tsakanikas. Ils permettent de véritables économies d'échelle. Je suis davantage préoccupé par la partie recettes du plan. »

Le gouvernement peine à assurer ses objectifs en termes de recettes. Des contrôles sont faits régulièrement auprès de médecins ou dans des boîtes de nuit, mais la fraude fiscale reste un sport national. Sans compter que l'absence de croissance – la Grèce connaîtra en 2011 sa troisième année consécutive de récession – entraîne une diminution de ces recettes. ■

Alain Salles

A Wall Street, les banques rattrapées par leurs méthodes pendant la crise financière

Soupçonnés d'avoir dupé des clients, des établissements négocient des amendes avec le gendarme de la Bourse américaine

New York
Correspondant

Pour la banque américaine, la semaine écoulée a eu des relents de désastre – du moins sur un plan médiatique. Elle s'est close, vendredi 15 avril, par l'annonce, dans le *Wall Street Journal*, du proche aboutissement d'une négociation menée par les établissements bancaires afin d'éviter des plaintes de l'Etat contre eux pour leur gestion des titres subprimés, ces crédits hypothécaires toxiques dont l'effondrement à partir de l'été 2007 a provoqué la plus grave crise financière de l'ère moderne.

Ces banques sont soupçonnées d'avoir, comme Goldman Sachs, misé à Wall Street pour leur compte propre, à l'inverse des conseils qu'ils prodiguaient à leurs clients : elles poussaient ces derniers à continuer d'acquiescer des titres adossés à des dettes hypothécaires alors qu'elles-mêmes misaient sur leur effondrement.

Pour mémoire, Goldman Sachs, menacée d'être traînée en justice par la Securities and Exchange Commission (SEC), le contrôleur des marchés financiers américain, avait préféré transiger et payer la plus grosse amende de l'histoire financière : 550 millions de dollars (381 millions d'euros). Or, d'autres – JP Morgan, Morgan Stanley, Merrill Lynch (devenue filiale de Bank

of America), UBS, etc. – se sont pareillement comportées. Selon le quotidien new-yorkais, la SEC devrait annoncer dans les jours qui viennent la signature d'une transaction où ces banques verseraient des amendes au prorata du montant de leurs fraudes (mais dont aucune n'atteindrait la somme versée par Goldman Sachs).

Lloyd Blankfein poursuivi ?

Mercredi, une commission d'enquête bipartite du Sénat, dirigée par le démocrate Carl Levine, a publié un rapport intitulé « Wall Street et la crise financière ; anatomie d'un effondrement financier ». Goldman Sachs et Deutsche Bank, l'établissement de crédit Washington Mutual, et les agences de notation Standard & Poor's et Moody's y sont épinglées. Le rapport évoque « des preuves écrasantes que ces institutions ont floué leurs clients et le public, aidées par des régulateurs soumis » à leurs intérêts. Soupçonné dans ce document d'avoir « trompé » le Congrès lors de son audition, fin avril 2010, le PDG de Goldman Sachs, Lloyd Blankfein, pourrait encourir des poursuites.

Le même jour, la Réserve fédérale américaine (Fed) présentait une étude de 1 000 pages réalisée avec deux agences de contrôle financier – le Bureau de la supervision de l'épargne (OTS) et celui du contrôleur des changes (OCC). Les

14 grands établissements scrutés (JP Morgan, Bank of America, Citibank...) y sont accusés de « pratiques dangereuses et malsaines » dans leur gestion des prêts hypothécaires – alloués à des personnes insolvables – et dans le traitement des saisies immobilières, en expulsant des emprunteurs sur la base de dossiers lacunaires ou erronés.

Ces banques devront mener un audit des expulsions indues depuis janvier 2009 pour fixer le préjudice financier de leurs victimes. « Et on ne laissera pas le compteur tourner très longtemps », leur a lancé John Walsh, président de l'OCC. JP Morgan (qui annonçait le matin même un bénéfice trimestriel en hausse de 67%) a indiqué qu'elle provisionnerait 1,1 milliard de dollars et affecterait 3 000 salariés pour se mettre en conformité avec les exigences de la Fed.

Son PDG, Jamie Dimon, avait eu, lundi, la désagréable surprise de voir les avocats d'anciens clients, dont plusieurs grands fonds de pension, présenter des documents montrant que, dès l'été 2007, des dirigeants de sa banque avaient émis de sérieuses craintes sur l'évolution des titres subprimés. JP Morgan n'en avait pas averti ses clients. Elle est soupçonnée d'avoir tiré d'importants bénéfices (1,9 milliard de dollars) en misant contre les titres qu'elle leur conseillait. ■

Sylvain Cypel

Le Monde

Avril 2011

Dossiers & Documents

DEVENEZ INCOLLABLE SUR L'ACTUALITÉ

Actualité

L'Algérie en quête de printemps

Technologies

Quand Internet fait trembler les Etats

Littératures

Faulkner, Styron, Tennessee Williams...

Le Sud en noir et blanc

+ La chronologie du mois

Dossiers & Documents, pour mettre en perspective l'actualité et comprendre le monde qui nous entoure

www.lemonde.fr/dosdoc

